



CABINET JEAN AVIER

COMMISSARIAT AUX COMPTES

50 Cours Mirabeau
13100 Aix-en-Provence
☎ 04 42 91 25 25 📠 04 42 91 25 26
contact@cabinetjeanavier.com
www.cabinetjeanavier.com

ASSOCIATION SYNDICAT ECCLESIASTIQUE

Siège social : 7, Cours de la Trinité
13 100 AIX-EN-PROVENCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION SYNDICAT ECCLESIASTIQUE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée générale de l'association **SYNDICAT ECCLESIASTIQUE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SYNDICAT ECCLESIASTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 04 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Cabinet Jean AVIER SAS



Jean AVIER
Président Associé



Bilan actif

		31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1		1	1
	Constructions	3 342 381	2 614 738	727 642	454 297
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, matériel, ...				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				209 144
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	286 713	16 827	269 886	269 886
	Prêts	92 015		92 015	54 360
	Autres immobilisations financières	600		600	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		3 721 710	2 631 566	1 090 144	987 687
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières				
	En-cours de production				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	58 295		58 295	155 349
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	331 662		331 662	569 681
ACTIF CIRCULANT	Capital souscrit appelé non versé				
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie	464 367	1 368	462 999	414 290
	DISPONIBILITÉS	92 192		92 192	86 813
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE				18 878
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	946 516	1 368	945 148	1 245 010
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		4 668 226	2 632 934	2 035 292	2 232 697



Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	790 010	790 010
	Fonds propres statutaires	790 010	790 010
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	REPORT À NOUVEAU	1 006 282	931 962
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	-33 505	74 320
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 762 787	1 796 292
AUTRES F.P.	Avances conditionnées		
	Produit des émissions de titres participatifs		
	TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)		
	Total fonds reportés et dédiés (II)		
	Fonds dédiés reportés		
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	52 266	56 967
	TOTAL PROVISIONS (III)	52 266	56 967
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 060
	Emprunts et dettes financières diverses	6 964	3 152
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	90 350	104 542
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 928	3 693
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	113 997	265 992
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL DETTES (IV)	220 239	379 439
	Écarts de conversion passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)	2 035 292	2 232 697



Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
Cotisations	1 188	768
Total des ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de services		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	194 131	69 471
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	194 131	69 471
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 237	15 205
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	419 473	719 381
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	634 029	804 825
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Autres achats et charges externes	119 758	149 391
Aides financières	8 207	5 200
Impôts, taxes, et versements assimilés	34 570	32 641
Salaires et traitements	361 375	376 152
Charges sociales	90 837	94 835
Dotations aux amortissements et aux provisions	23 779	15 988
Sur actif circulant : dotation aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	12 456	8 950
Report des fonds dédiés		
Autres charges	9 768	21 245
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	660 751	704 401
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-26 722	100 424



		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations	996	858
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	17 183	11 954
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	24 714	29 010
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		42 892	41 823
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions	18 195	24 714
	Intérêts et charges assimilées	5 087	7 681
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 545	0
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		32 828	32 396
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		10 065	9 427
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		-16 657	109 851
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		2 000
	Sur opérations en capital		5 200
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	8 207	7 200
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		8 207	7 200
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	376	4 689
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		376	4 689
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		7 831	2 511
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		24 679	38 042
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		685 129	853 848
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		718 634	779 527
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-33 505	74 320
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
TOTAL			
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
TOTAL			



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 035 292,12 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-33 504,83 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Objet social du Syndicat Ecclésiastique :

Le syndicat a pour objet générale l'étude et la défense de la profession ecclésiastique et son développement.

Nature et périmètre des activités réalisées :

L'entité a pour activité créer, administrer, subventionner, en conformité des règles d'organisation du culte catholique, toutes œuvres professionnelles de prévoyance et d'assistance, œuvres d'éducation et de recrutement professionnels, cours et publications intéressant la profession, s'occuper de tout ce qui peut être utile aux intérêts professionnels de ses membres et ceux du personnel attaché au service des établissements qu'ils auraient été appelés à gérer.

Moyens mis en œuvre :

- Faciliter à ses membres l'acquisition, de livres, instruments, effets et objets de toute nature dont ils peuvent avoir besoin,
- Constituer entre ses membres des caisses spéciales de secours, d'assurances ou de retraite.
- Acquérir pour les louer ou les répartir, ou aider ses membres à l'acquisition de, tous biens de toute nature concourant à la faciliter le culte catholique.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.
- Le règlement spécifique aux associations ANC N°2018-06 ainsi que les suivants à savoir le 2020-08 et 2022-04

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.



Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.

Faits caractéristiques de l'exercice

- Suite et fin des travaux de la rue Portalis. En raison d'une malfaçon d'ENEDIS, la mise en location prévue pour l'été 2024 a dû être reportée à l'automne 2024. De plus, 2 locataires arrivés courant de l'été ont dû être relogés au frais du Syndicat le temps que ENEDIS corrige ses branchements.
- Remboursement partiel de 150 K€ du dépôt des petites sœurs de Jésus pour limiter la charge d'intérêt calculée dessus : le solde de cette dette est de 107 082,16 € au 31.12.2024. Les intérêts versés ont été de 5 087,49 €.
- Départ du Tribunal d'Instance le 17 janvier 2024. Le loyer annuel (2023) de 104 008,32 €, hors charges a été proratisé à cette date, soit 5 200,41 €. Le solde des charges 2023-2024 calculées au prorata de cette date ont été refacturées mais n'ont pas encore été payées par le tribunal : 7 487,77 € à recevoir.
- Fermeture du compte à terme historique de 79 383 € dont le rendement était inférieur à 0.2%/an pour le réinvestir dans des parts obligataires.

Changements de méthodes

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Autres informations

Informations générales complémentaires

Impôt sur les sociétés des organismes à but non lucratif :

Les revenus locatifs de l'entité sont soumis à l'impôt sur les sociétés , au taux de 24 %.



Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1			1
Constructions	3 045 256	297 125		3 342 381
Installations techniques, matériel e...				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours	209 144		209 144	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts	54 360	67 238	29 583	92 615
Autres immobilisations financières	286 713	600		286 713

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 590 959	23 779		2 614 738
Installations techniques, matériel e...				
Autres				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres	16 824	16 827	16 827	16 827

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts	92 015	92 015		
Autres immo. financières	600	600		
Clients douteux				
Autres créances clients	58 295	58 295		
Personnel et comptes rattachés	1 842	1 842		
Sécurité sociale et autres org. soci...				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés	910	910		
Débiteurs divers	328 910	328 910		
Charges constatées d'avance				
TOTAL	482 572	482 572		
Prêts accordés en cours d'exercice	67 238			
Rembours. obtenus en cours d'exe...	29 583			
Prêts et avances consentis aux as...				

Evaluation et dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.



Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	790 010				790 010
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	931 962	74 320			
Excédent ou déficit de l'exercice	74 320	-74 320	-33 504		-33 504
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 796 292		-33 504		756 506

Provisions

Nature de la provision	Valeur comptable au début d'exercice	Dotation	Reprise	Valeur comptable à la clôture
Prov. santé des Prêtres	48 017		8 207	39 810
Prov.dep. retraite	8 950	12 456	8 950	12 456
Prov.dep. portefeuille	16 827	16 827	16 827	16 827
Autres Prov.dep.	7 886	1 368	7 886	1 368

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissem...				
Emprunts et dettes financières div...	6 964	6 964		
Fournisseurs et comptes rattachés				
Personnel et comptes rattachés	28 368	28 368		
Sécurité Sociale et autres org. soci...	36 254	36 254		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	25 496	25 496		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	232	232		
Dettes sur immobilisations et com...	8 928	8 928		
Groupe et associés				
Autres dettes	113 997	113 997		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	220 238	220 238		
Emprunts souscrits en cours d'exe...				
Emprunts remboursés en cours d'e...				
Montant des emprunts et dettes c...				



Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Solde dividendes SCPI VENDOME	3 123	
CRISTAL RENTE / Dividendes 4T24	1 242	
SCPI ACTIVIMMO 4T24	1 286	
TOTAL	5 651	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Personnel - Dettes provisionnées ...	28 368	
Organismes sociaux - Charges so...	7 376	
Autres dettes	5 166	
TOTAL	40 910	

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4476 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4476 euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euros.

Contributions volontaires en nature

La part du bénévolat étant non significative, les outils de collecte pour la valorisation du bénévolat n'ont pas été mis en place.



Opérations et engagements hors bilan

Engagement financier ou garantie hors bilan

Nature des engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provision
Engagements donnés							
TOTAL							
Engagements reçus							
TOTAL							
Engagements réciproques							
TOTAL							
Engagements en matière de pensi...							

L'entité n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La provision a été évalué à 12 456 euros

La provision a été évaluée en prenant en compte les critères suivants :

- départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- profil de carrière de décroissance moyenne
- turn over faible



Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres			
Non-cadres			
Employés			17



Informations complémentaires

Charges et produits sur exercices antérieurs

Reprise EDF 2023 PORTALIS : 301.62 €

BUSUTIL rattrapage cotisations : 74.17 €